

ᑲᑎᑲᑦ ᓄᓇᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᓄᓇᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᓄᓇᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ ᓄᓇᑲᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

COMITE CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

Procès-verbal de la vingt-cinquième réunion

Minutes of the twenty-fifth sitting

PROJET-PROJECT

Lac Hélène, les 24-25 octobre 1984

Lac Hélène, October 24-25, 1984

**ENDROIT:** Centre de formation du Lac Hélène  
Lac Hélène (Radisson)  
Nouveau-Québec

**DATES:** les 24 et 25 octobre 1984

**ETAIENT PRESENTS:** M. Jacques Giguère, Président, Québec  
Mme Ginette Lachance, vice-présidente, Canada  
M. Michael Barrett, Kativik  
M. Louis Cossette, Québec  
M. Jean-Claude Dubé, Canada  
M. Tommy Grey, Kativik

**ETAIENT ABSENTS:** M. Robert Langlais, Québec  
M. Camille Mageau, Canada  
Mme Lizzie Epoo-York, Kativik

**INVITES:** M. Claude Tremblay, Société d'Habitation du Québec  
M. Serge Pageau, Société d'Habitation du Québec

**SECRETAIRE:** M. Hervé Chatagnier

---

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sous réserve de changer le point 5 qui devrait se lire comme suit: Rapport et discussion sur la noyade de 10 000 caribous dans la rivière Cantapiscou

2. Adoption du procès-verbal de la vingt-quatrième assemblée

Le procès-verbal de la vingt-quatrième assemblée est adopté tel que présenté.

3. Dépôt de documents

- 25.3.1 Lettre de M. Gaétan Soucy, D.R.N.Q., au Secrétaire, du 23 juillet 1984 faisant parvenir le rapport concernant le déversement d'hydrocarbures survenu à Baie Déception.

- 25.3.2 Lettre du Président à M. Antonio Flamand, du 20 août 1984, concernant le déversement d'hydrocarbures à Baie Déception.
- 25.3.3 Lettre du Président au ministre Adrien Ouellette, du 20 août 1984, concernant le rapport d'échantillonnage de l'air ambiant à Baie Déception et Asbestos Hill.
- 25.3.4 Accusé de réception de la lettre •25.3.3 de M. Robert Boisvert, MENVIQ, du 24 août 1984.
- 25.3.5 Lettre du Secrétaire à M. Paul Wilkinson, du 22 août 1984, faisant parvenir des renseignements sur le Programme d'aide aux Indiens et aux Inuit pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour faire face aux grands projets d'exploitation, du MAIN.
- 25.3.6 Lettre de M. Paul Wilkinson au Secrétaire, du 29 août 1984, accusant réception de la lettre •25.3.5.
- 25.3.7 Lettre du Président au ministre Charles Caccia, du 20 août 1984, faisant parvenir la proposition budgétaire du C.C.E.K. pour l'exercice 1985-1986.
- 25.3.8 Lettre du ministre Charles Caccia au Président, du 13 septembre 1984, concernant la proposition budgétaire du C.C.E.K.
- 25.3.9 Lettre du Président au ministre Adrien Ouellette, du 20 août 1984, faisant parvenir la proposition budgétaire du C.C.E.K. pour l'exercice 1985-1986.
- 25.4.1 Lettre du Président à M. Claude Tremblay, S.H.Q., du 18 septembre 1984, concernant une invitation à participer à la prochaine assemblée du C.C.E.K.
- 25.4.2 Lettre de M. Claude Tremblay, S.H.Q., au Président, du 25 septembre 1984, confirmant sa participation à la vingt-cinquième assemblée du C.C.E.K.
- 25.5.1 Considérations relatives à l'hydrologie et l'hydraulique de la rivière Caniapiscau en rapport avec l'accident des caribous survenu vers le 30 septembre 1984, S.E.B.J., le 11 octobre 1984.
- 25.5.2 Résolution du Comité conjoint de la chasse, de la pêche et du piégeage, du 23 octobre 1984, concernant la catastrophe des caribous.
- 25.5.3 Projet de résolution présenté par M. Michael Barrett concernant la catastrophe des caribous.
- 25.5.4 Téléx de Mme Mary Simon, Société Makivik, au premier ministre René Lévesque, du 16 octobre 1984, concernant la tenue d'une commission d'enquête publique sur la catastrophe des caribous au Nouveau-Québec.

- 25.5.5 Suivi environnemental du complexe hydro-électrique La Grande, par Véronique Marier, Environnement Canada, B.B.N.Q., août 1984.
- 25.7.1 Lettre de Mme Ginette Lachance aux membres du C.C.E.K., du 21 septembre 1984 faisant parvenir le document L'eau, question courante: enquête sur la politique fédérale relative aux eaux.
- 25.10.1 Note de service du Président aux membres du C.C.E.K., du 23 octobre 1984 concernant les activités des comités d'évaluation et d'examen (en français et en anglais).
- 25.11.1 Note de service du Secrétaire aux membres du C.C.E.K., du 23 octobre 1984 concernant les activités de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik.

#### 4. Exposé sur le programme d'habitation dans le Nord québécois.

- 4.1 Le Président souhaite la bienvenue à MM. Claude Tremblay and Serge Pageau, invités à l'assemblée pour renseigner les membres du Comité sur le programme d'habitation dans le Nord québécois.
- 4.2 M. Serge Pageau fait un exposé sur le programme d'habitation dans le Nord québécois. La section Habitation nordique de la SHQ est composée de 8 fonctionnaires à plein temps qui s'occupent de l'habitation au Nouveau-Québec. Le programme, qui repose sur des prévisions quinquennales approuvées par le gouvernement, entre dans sa troisième année d'existence. La SHQ est propriétaire des maisons et les coûts de location varient selon le type de maison et le statut économique du locataire; ces coûts sont minimes comparés aux loyers du sud. La SHQ finance également chaque corporation municipale pour son programme d'entretien des maisons.
- 4.3 M. Pageau explique comment les maisons sont conçues. Les organismes qui travaillent dans le nord québécois participent activement à la conception des habitations. Par exemple, l'Administration régionale Kativik a reçu une subvention pour entreprendre une étude sur les habitations au Nouveau-Québec. Cependant, les maisons du nord doivent respecter certaines directives et doivent être conformes aux réglementations du logement social en vigueur au Québec.
- 4.4 Il est question des coûts qui se rapportent aux habitations nordiques. Les coûts afférents à une habitation nordique moyenne sont évalués à 2 1/2 fois les coûts d'une habitation moyenne au sud. Cette différence est due, en partie, aux coûts élevés de transport des matériaux qui représentent, en moyenne, 18% des coûts totaux encourus. Il est prévu que d'ici la fin de 1986 un montant approximatif de 28 millions de dollars aura été dépensé pour les rénovations et pour la construction de duplex; ce programme aura impliqué 697 maisons. En plus du programme de la SHQ, le programme de rattrapage permettra la

construction de 22 maisons et la rénovation de 31 autres.

**4.5**

Lors de la période allouée aux questions, les points suivants ont été discutés:

- o à partir de cette année, les réservoirs de rétention installés dans les nouvelles maisons ou dans celles qui ont été rénovées ne seront pas équipés d'un système de trop-plein; chaque municipalité devra donc avoir les ressources suffisantes (camions, etc.) pour garantir que ces réservoirs soient continuellement vidés;
- o pourquoi, dans les nouvelles maisons ou dans celle qui ont été rénovées, fait-on encore usage des sacs hygiéniques (honey bags) malgré que des toilettes avec chasse d'eau et qu'un système d'eau courante aient été installés. Un manque de coordination entre le programme de la SHQ et celui des infrastructures municipales serait à l'origine de ce problème. L'implantation de tels systèmes implique qu'une municipalité puisse avoir recours à un nombre suffisant de camions et avoir accès à un site d'élimination des déchets liquides, ce qui n'est pas le cas pour plusieurs municipalités. Cette situation est due, en partie, aux fausses priorités des organismes régionaux et du ministère responsable des infrastructures municipales;
- o de façon à enseigner aux locataires comment tirer une meilleure utilisation de leur maison, un film vidéo sera préparé à cet effet et montré dans les villages;
- o les membres sont informés qu'un code national du bâtiment nordique est à être finalisé et que certaines composantes du code s'appliqueraient au Nouveau-Québec.
- o Le Président remercie MM. Tremblay et Pageau pour leur présentation instructive et les invite à observer le reste de la réunion.

**5. Rapport et discussions sur la noyade de 10 000 caribous dans la Caniapiscou**

**5.1** Les membres Kativik décrivent, dans un ordre chronologique, les événements reliés à la noyade d'environ 10 000 caribous dans la Caniapiscou, près de la chute du Calcaire. La tragédie serait survenue pendant la fin de semaine du 29 septembre; le 1<sup>er</sup> octobre, des biologistes et des gardes-chasse travaillant dans la région avertissent les autorités de Kuujuuaq qu'ils ont repéré plusieurs milliers de caribous à la dérive dans les rivières Caniapiscou et Koksoak. Le 2 octobre, les représentants de l'Administration régionale Kativik alertent Urgence Environnement.

**5.2** Un comité spécial est rapidement désigné pour faire face à la situation; le 3 octobre, les représentants d'Urgence Environnement arrivent à Kuujuuaq.

L'organisme gouvernemental donne son appui total au comité spécial, composé de

représentants de différentes organisations régionales et gouvernementales. Les membres Kativik décrivent le nettoyage des deux rivières, du point de vue technique et logistique.

5.3 Il est question des causes d'un tel incident et des mesures préventives à adopter pour éviter que ce que les membres ont décrit comme un désastre environnemental ne se répète. Le Président présente un rapport technique (\*25.5.1) préparé par la SEBJ qui analyse les causes de cet accident. La SEBJ a invité la Société Makivik à discuter du rapport. Afin d'enquêter sur cette tragédie, le SAGMAI promouvoit une rencontre entre les représentants de la Société Makivik et ceux de la SEBJ avec la participation d'un ingénieur indépendant. Les représentants de Makivik auraient refusé la tenue d'une telle réunion prétextant qu'une enquête impartiale devrait avoir lieu dans le nord. Un représentant Kativik présente une lettre de Mme Mary Simon à M. René Lévesque (\*25.5.4).

5.4 Un membre Kativik présente un projet de résolution demandant la tenue d'une commission d'enquête publique où le président serait investi de tous les pouvoirs de commissaire, tel que décrit dans la Loi sur les enquêtes (L.R.C., 1970, C. 1-13). Ce projet de résolution (\*25.5.3) propose que le mandat de la commission d'enquête inclut, entre autres, un examen du projet hydroélectrique de la Baie James, dont fait partie le détournement de la Caniapiscau, dans sa nature et sa conception générales.

5.5 Un membre Kativik demande que ce projet de résolution soit adopté par un vote.

Proposé par: Michael Barrett

Secondé par: Tommy Grey

Pour: 2

Contre: 4

Étaient absent: 3

Les membres du Comité rejettent le projet de résolution.

5.6 A titre d'information, une résolution du Comité conjoint pour la chasse, la pêche et le piégeage est présentée (\*25.5.2). Cette résolution appuie la tenue d'une commission d'enquête publique.

5.7 Les membres discutent des différentes mesures déjà proposées pour éclaircir les causes de la tragédie. Ils s'entendent pour dire que la proposition selon laquelle les représentants de la SEBJ et ceux de la Société Makivik se rencontrent n'est pas une solution suffisante.

Les membres mettent l'accent sur l'importance d'empêcher qu'un autre accident de ce genre survienne. Pour y arriver, il est nécessaire de mieux comprendre le comportement du troupeau de caribous de la rivière George et d'assurer un meilleur suivi environnemental du complexe La Grande. De plus, les membres s'entendent pour dire que le public a le droit de connaître les causes de cet accident. Cependant, ils pensent que la tenue d'une enquête publique, tel que proposé par la Société Makivik, n'aura pas nécessairement les résultats escomptés puisque l'accent sera plutôt mis sur des considérations politiques et compensatoires.

5.8

Après en avoir discuté, les membres s'entendent sur une méthode qui éclaircirait les causes de la tragédie de façon à déterminer les mesures adéquates qui seront prises pour empêcher qu'un tel accident survienne encore. La résolution suivante sera envoyée au premier ministre, M. René Lévesque:

---

RESOLUTION 84-2

---

**ATTENDU QUE** le Comité consultatif de l'environnement Kativik a, selon l'article 175 de la Loi sur la qualité de l'environnement (C.Q.-2, L.R.Q.), le mandat de surveiller l'application du Chapitre 23 de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois et peut recommander des mesures destinées à assurer une meilleure protection de l'environnement et du milieu social;

**ATTENDU QUE** selon l'article 179 de la Loi sur la qualité de l'environnement, le Comité consultatif communique ses décisions et recommandations aux gouvernements du Québec et du Canada pour que ceux-ci en prennent connaissance, les étudient et y donnent suite, le cas échéant;

**ATTENDU QUE** vers la fin de septembre 1984 a eu lieu un désastre environnemental dans le nord du Québec, à savoir la noyade d'environ 10 000 caribous dans la rivière Caniapiscau;

**ATTENDU QUE** le Comité a la conviction qu'une étude impartiale est nécessaire pour faire la lumière sur les causes de l'incident et recommander les mesures appropriées pour prévenir ou minimiser la probabilité d'un tel désastre de se reproduire;

**IL EST RESOLU QUE** le Comité recommande au gouvernement du Québec:

1. de mettre sur pied un comité d'étude composé de représentants du Ministère de l'Environnement du Québec, du Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, du Ministère de l'Énergie et des Ressources et de l'Administration régionale Kativik;
2. de confier à ce comité le mandat suivant:
  - 2.1 étudier les facteurs qui ont contribué à la noyade massive des caribous dans la rivière Caniapiscau, entre autres les effets possibles de la croissance du troupeau de caribous de la rivière George, des conditions météorologiques et hydrologiques et de l'opération du complexe hydro-électrique La Grande 1975;
  - 2.2 d'examiner des mémoires portant sur l'événement qui pourraient être soumis par les organismes concernés;
  - 2.3 formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter le

renouvellement de cet événement;

2.4 déposer au gouvernement du Québec un rapport avant la fin d'avril 1985 pour permettre la mise en oeuvre des mesures préventives jugées appropriées avant la prochaine migration automnale des caribous.

3. de rendre public le rapport déposé par le Comité d'étude.

Proposé par: Michael Barrett  
Appuyé par: Ginette Lachance  
En faveur: 5  
Abstention: 1  
Absent: 3

---

6. Exposé des activités de la direction régionale du Nouveau-Québec

6.1 Les membres du Comité invitent M. Daniel Berrouard à présenter les activités de la DRNQ au Nouveau-Québec. Etant donné que les mandats et les activités de la DRNQ sont connus des membres, M. Berrouard fait un résumé de l'organisme de la DRNQ et des services qu'elle offre dans la région.

7. "L'eau, question courante", recours probable du Comité d'enquête sur la politique fédérale relative aux eaux.

7.1 Les membres discutent de la nature de l'enquête sur la politique fédérale relative aux eaux, telle qu'elle est présentée dans le document \*25.7.1

Plusieurs membres expriment l'idée que le Comité devrait faire une présentation devant le comité d'enquête. Cependant, toute présentation devra être préparée rapidement car les audiences publiques doivent avoir lieu du 5 au 9 novembre 1984. Les membres décident alors de ne rien présenter en raison du manque de temps.

8. Traitement et élimination des eaux usées au nord du 55<sup>e</sup> parallèle: suivi

8.1 MM. Michael Barrett et Daniel Berrouard discutent des programmes relatifs au traitement et à l'élimination des eaux usées dans le territoire Kativik. En septembre, des représentants du MENVIQ, de la SQAÉ et de l'ARK ont visité les municipalités. Le gouvernement provincial aurait décidé de financer la totalité des projets. Des étangs d'oxydation ou des unités de disques biologiques rotatifs seront installés dans huit municipalités dès le printemps prochain. Des cinq municipalités qui ne sont pas inscrites



au programme de l'année prochaine, trois d'entre elles ont reçu leur système de traitement cet été (Quaqtaq, Salluit et Aupaluk) et les deux autres le recevront en 1986 (Kuujuuaq et Kuujuaapik).

8.2 Il faut maintenant décider des mandats de l'ARK et de la SQAE en ce qui a trait à la gestion du programme. MENVIQ favoriserait la SQAE en tant que gestionnaire des projets.

9. Vois d'essai des avions de l'OTAN dans le nord québécois: renseignements préliminaires et discussion

9.1 Les membres du Comité discutent des vols d'essai effectués par les avions de l'OTAN au-dessus du Labrador et du Nord québécois et ses répercussions possible sur l'environnement et le milieu social. Une entente aurait été signée entre l'OTAN et le ministère de la Défense nationale, permettant aux avions d'effectuer des vols d'essai à basse altitude au-dessus du Labrador et du nord-est québécois. Ces avions sont basés à Goose Bay, au Labrador.

9.2 En 1981, le ministère de la Défense nationale aurait préparé une étude d'impacts préliminaire sur l'environnement qu'il aurait soumis au gouvernement de Terre-Neuve, qui a, à la suite de cette étude a approuvé la tenue de ces vols d'essai à basse altitude. Les membres du Comité sont informés des nombreuses plaintes déposées par les Innu du Labrador et par les résidents de la Romaine, à l'effet que ces vols ont des effets néfastes sur la faune et le petit gibier de ces régions.

9.3 Ces plaintes ont forcé les représentants du ministère des Affaires indiennes et du Nord à engager des discussions avec ceux du ministère de la Défense nationale afin de préparer une analyse plus approfondie des répercussions des vols d'essai sur l'environnement de la région.

9.4 Des vols d'essai ont également eu lieu dans le nord-est québécois (surtout dans les régions du Lac Champdoré et de la rivière des Pas); pour cette raison les membres discutent la possibilité de soumettre ces vols d'essai à la procédure fédérale d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social, qui s'applique au Nord québécois. Après en avoir discuté, les membres décident d'écrire à M. Ron Westland du Secrétariat d'application de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour l'informer du processus fédéral d'évaluation, tel que décrit au chapitre 23 de la CBJNQ et pour s'enquérir de la position du gouvernement en ce qui a trait aux vols d'essai et à la procédure d'évaluation. Une copie de cette lettre sera envoyée à Mme Claire Kelly, Main, et à M. Dorlot du Comité conjoint pour la chasse, la pêche et le piégeage. Les membres du Comité voudraient obtenir de plus amples renseignements sur ces vols d'essai lors de la prochaine assemblée. Si cela s'avère nécessaire, des représentants du ministère de la Défense nationale seront invités à une assemblée ultérieure. Des représentants de ce ministère auraient aimé rencontrer les membres du Comité lors de la présente assemblée.

10. Rapport des activités des comités ayant compétence en environnement au sud du 55<sup>e</sup> parallèle

10.1 Le Président fait circuler le document #25.10.1 et résume les activités des comités d'évaluation et d'examen au sud du 55<sup>e</sup> parallèle depuis le 17 juillet 1984. Il explique le but du travail qui consiste à examiner l'étude d'impacts du complexe Grande Baleine. Il informe les membres que des recommandations ont été faites concernant les modifications à apporter aux annexes 1, 2 et 3 du chapitre 22 de la CBJNQ.

11. Rapport des activités des comités ayant compétences en environnement au sud du 55<sup>e</sup> parallèle

11.1 Le Secrétaire fait circuler le document #25.11.1 et résume les activités de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik depuis le 17 juillet 1984.

Tenant compte des problèmes auxquels le CCEK fait face avec le promoteur du projet de réservoirs de carburant d'Akulivik, la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, le Comité fera parvenir une lettre au président de la FCNQ pour l'informer qu'il doit se conformer aux exigences des procédures d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social.

12. Varia

12.1 Les membres discutent de la portée du programme conjoint de surveillance du niveau de l'eau et du débit des lacs et rivières du Nouveau-Québec. Ce programme est parrainé par le ministère fédéral de l'Environnement et le MENVIQ. Une surveillance minime serait exercée présentement au nord du 55<sup>e</sup> parallèle. Les membres fédéraux du Comité obtiendront de plus amples renseignements à ce sujet, qu'ils présenteront à la prochaine assemblée.

13. Activités éventuelles du comité

13.1 Les activités suivantes ont été proposées aux membres du Comité:

- o participer au colloque sur l'environnement Kativik
- o inviter différentes organisations à venir discuter des répercussions des vols d'essai des avions de l'OTAN sur les régions du Nouveau-Québec
- o assister à une présentation sur l'exploitation minière au Nouveau-Québec

**14. Date et lieu de la prochaine assemblée**

- 14.1** Il a été décidé que la prochaine assemblée se tiendrait à Kuujuaq du 10 au 13 décembre 1984 dans le cadre du colloque sur l'Environnement Kativik. A cette prochaine assemblée, les membres effectueront un suivi de plusieurs questions qui ont déjà été débattues par le Comité.
-

ᑲᑎᑕᑦ ᑭᑦᑲᑦᑲᑦ ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ ᑕᑦᑲᑦᑲᑦ

comité consultatif de l'environnement KATIVIK

KATIVIK environmental advisory committee

C.P. 9, KUJJUAQ, QUÉBEC, J0M 1C0 • TÉL.: (819) 964-2941

**COMITE CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK**

**KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE**

Procès-verbal de la vingt-cinquième assemblée

Minutes of the twenty-fifth sitting

ADOPTÉ-APPROVED

Lac Hélène, les 24 et 25 octobre 1984

Lac Hélène, October 24-25, 1984

**PLACE:** Lac Hélène training center  
Lac Hélène (Radisson), Northern Quebec

**DATE:** October 24-25, 1984

**PRESENT:** Jacques Giguère, Chairman, Quebec  
Ginette Lachance, Vice Chairman, Canada  
Michael Barrett, Kativik  
Louis Cossette, Quebec  
Jean-Claude Dubé, Canada  
Tommy Grey, Kativik

**ABSENT:** Robert Langlais, Québec  
Camille Mageau, Canada  
Lizzie Epoo York, Kativik

**PARTICIPANTS:** Claude Tremblay, Société d'Habitation du Québec  
Serge Pageau, Société d'Habitation du Québec

**SECRETAIRE:** Hervé Chatagnier

---

1. **Approval of the agenda**

The agenda was approved as tabled with the exception of item #5 which should read as follows; 5. Report on and discussion of the incident of the 10,000 caribous that drowned in the Caniapiscau.

2. **Approval of the minutes of the twenty-fourth sitting**

The minutes of the twenty-fourth sitting were approved as tabled.

3. **Filing of documents**

\*25.3.1 Letter from Mr. Gaétan Soucy, D.R.N.Q. to the Secretary dated July 23, 1984 and sending the report on the fuel spill in Deception Bay.

\*25.3.2 Letter from the Chairman to Mr. Antonio Flammand dated August 20, 1984 and concerning the fuel spill in Deception Bay.

- \*25.3.3 Letter from the Chairman to Mr. Adrien Ouellette, Minister, dated August 20, 1984 concerning the report on ambient air sampling in Deception Bay and Asbestos Hill.
- \*25.3.4 Acknowledgement of receipt of letter \*25.3.3 from Mr. Robert Boisvert, MENVIQ and dated August 24, 1984.
- \*25.3.5 Letter from the Secretary to Mr. Paul Wilkinson, dated August 22, 1984 and sending information on the "Resource Development Impact Program" of the D.I.A.N.D.
- \*25.3.6 Letter from Mr. Paul Wilkinson to the Secretary dated August 29, 1984 and acknowledging receipt of letter \*25.3.5.
- \*25.3.7 Letter from the Chairman to Mr. Charles Caccia, Minister, dated August 20, 1984 and sending the K.E.A.C. budget proposition for 1985-1986.
- \*25.3.8 Letter from Mr. Charles Caccia, Minister, to the Chairman, dated September 13, 1984 and concerning the K.E.A.C. budget proposition.
- \*25.3.9 Letter from the Chairman to Mr. Adrien Ouellette, Minister, dated August 20, 1984 and sending the budget proposition for the K.E.A.C. for 1985-1986.
- \*25.4.1 Letter from the Chairman to Mr. Claude Tremblay, S.H.Q. dated September 18, 1984 and concerning an invitation to attend the 25th sitting of the committee.
- \*25.4.2 Letter from Mr. Claude Tremblay, S.H.Q. to the Chairman dated September 24, 1984 and confirming attendance at the 25th sitting of the Committee.
- \*25.5.1 Consideration relatives à l'hydrologie et l'hydraulique de la rivière Caniapiscou en rapport avec l'accident des caribous survenu vers le 30 septembre, 1984. SEBJ, October 11, 1984.
- \*25.5.2 Resolution from the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee dated October 23, 1984 and concerning the caribou incident.
- \*25.5.3 Draft resolution tabled by Michael Barrett concerning the caribou incident.
- \*25.5.4 Telex from Mrs. Mary Simon, Makivik to the Honourable René Lévesque dated October 16, 1984 and concerning a public inquiry on the caribou disaster in Northern Quebec.
- \*25.5.5 Suivi environnemental du complexe hydro-électrique La Grande. Véronique Marier Environnement Canada, BBJNQ, August 1984.
- \*25.7.1 Letter from Ginette Lachance to the members dated September 21, 1984 and sending the document titled "Water is a Mainstream issue; inquiry on Federal Water Policy".
- \*25.10.1 Memo from the Chairman to the members dated October 23, 1984 and concerning the

activities of the James Bay Evaluating and Review Committees (french and english).

- \*25.II.1 Memo from the Secretary to the members dated October 23, 1984 and concerning the activities of the K.E.Q.C.

4. Presentation on the housing program in Northern Quebec

- 4.1 The Chairman introduced and welcomed Mr. Claude Tremblay and Mr. Serge Pageau who were invited to the meeting to inform the committee of the housing program in Northern Quebec.
- 4.2 Mr. Serge Pageau described at length the housing program for Northern Quebec. A section in the S.H.Q. called Habitation Nordique and composed of eight full time civil servant is in charge of housing for Northern Quebec. The program, based on a five-year forecast approved by the government, is in its third year. The S.H.Q. owns the houses. Rent varies with the type of house and the economic status of the occupant but is well below the rental rates applied in the south. The S.H.Q. also funds each municipal corporation for housing maintenance.
- 4.3 Mr. Pageau explained the process by which houses are designed. Housing is designed for the north with input from northern organizations. For example, the Kativik Regional Government was given funding to undertake a housing study for northern Quebec. However, the type of housing in the north must follow certain guidelines and must be in accordance with social housing regulations applicable in Quebec.
- 4.4 The costs involved in northern housing were discussed. It is estimated that the costs of an average house in the north are 2.5 times the costs of an average house in the south. This is due, in part, to the high cost of transportation of materials which represents an average of 18% of the total costs incurred. An estimated figure of 28 million dollars will be spent by the end of 1986 for renovations and duplexes within the program for a total of 697 houses. There is also a catch-up program in addition to the S.H.Q. program under which a total of 22 houses and 31 renovations will be undertaken.
- 4.5 The following points arose from the question period which followed;
- o as of this year, sewage holding tanks in new or renovated houses will not be equipped with an overflow system thus the necessity of ensuring that each municipality is equipped with sufficient resources (trucks, etc.) to ensure that wastewater will be pumped from the holding tanks on a regular and uninterrupted basis.
  - o questions were raised as to why newly constructed or renovated houses still used the "honey bag" system in spite of the fact that these houses were equipped with flush toilets and running water. It was suggested that a lack of coordination between the S.H.Q.

program and the municipal infrastructure program was at the root of this problem. Although flush toilets and running water require sufficient trucks and a liquid waste disposal site, many municipalities are not equipped with such a system, due in part to priorities on behalf of regional organizations and the government department in charge of municipal infrastructures.

- o it was explained that, in order to teach tenants to properly use the house, a video will be prepared and shown in the municipalities.

- o the Committee was informed that a national northern building guide was in the process of being finalized and that certain components of this code could be applied to northern Quebec in the future.

4.6 The Chairman thanked Mr. Tremblay and Mr. Pageau for their informative presentation and invited them to attend the remainder of the meeting.

5. **Report on and discussions of the incident of the 10,000 caribous that drowned in the Caniapiscou**

5.1 The Kativik representatives described the chronological order of occurrences relative to the incident of the drowning of approximately 10,000 caribous in the Caniapiscou River near Limestone Falls. It appears that the drownings occurred during the week-end of September 29, and on October 1, the municipality of Kuujjuaq was notified by biologists and game wardens working in the area that several thousand dead caribou were spotted in the Caniapiscou and Koksoak rivers. The Kativik Regional Government then notified Urgence Environnement of the incident on October 2.

5.2 A committee was hastily formed to deal with the problem and representatives from Urgence Environnement arrived in Kuujjuaq on October 3, 1984. The committee, composed of representatives from various regional and governmental organizations, received the full support of Urgence Environnement. The Kativik representatives went on to describe the technical and logistical operations for the removal of the caribou from the two rivers.

5.3 Discussions then focused on the causes of the incident and the means for preventing a repetition of what was termed by the committee as an environmental disaster. The Chairman tabled a technical report produced by the S.E.B.J. (#25.5.1) to examine the causes of the incidents. The S.E.B.J. invited Makivik to discuss the report. A discussion between Makivik and the S.E.B.J., with the participation of an independent engineer appears to be the option promoted by the SAGMAI to inquire into the incident. This approach appeared to have been turned down by Makivik, who is in favor of a full and impartial inquiry to be held in the north. A Kativik representative tabled a letter from Mrs. Mary Simon to Mr. René Lévesque to this effect (#25.5.4).

5.4 A member tabled the following draft resolution:



- 
- WHEREAS** the Kativik Environmental Advisory Committee (the K.E.A.C.) has the function pursuant to section 175 of the Environment Quality Act (c. Q-2, L.R.Q.) to oversee the application of chapter 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement (the J.B.N.Q.A.) and for this purpose may recommend any measure designed to improve the protection of the environment and the social milieu;
- WHEREAS** the K.E.A.C., pursuant to section 179 of the Environment Quality Act (c. Q-2, L.R.Q.), must communicate its decisions and recommendations to the governments of Quebec and Canada for their attention, information and appropriate action;
- WHEREAS** at the end of September 1984, there occurred a major environmental disaster in northern Quebec, namely the death of more than 10 000 migrating caribou on the Caniapiscou river;
- WHEREAS** Inuit of northern Quebec have called upon both Canada and Quebec to hold a public inquiry into this caribou disaster and neither government has, to date, formally responded in this matter;
- WHEREAS** the K.E.A.C. views the impacts which this disaster may have on the renewable resources of the region as critical;
- WHEREAS** the K.E.A.C. is convinced that an impartial public inquiry, with adequate participation of all interested persons and bodies, will provide the actual facts upon which to base appropriate decisions concerning remedial measures necessary to prevent environmental and wildlife disasters such as those witnessed at the end of September in northern Quebec;

**BE IT RESOLVED THAT;**

The K.E.A.C. request Canada and Quebec to initiate a public inquiry on an urgent basis into the caribou disaster in northern Quebec;

The Chairperson of such public inquiry be appointed in consultation with the K.E.A.C.;

The Chairperson of such public inquiry be granted all powers of Commissioners under the Inquiries Act (R.S.C. 1970, c. I-13);

The mandate of such public inquiry should include the following:

-the assessment of the overall nature and design of the James Bay hydroelectric project of which the Caniapiscou diversion is a part (Le Complex La Grande (1975));

-the extent to which the Government of Quebec, the James Bay Energy Corporation and Hydro-Quebec have fulfilled their undertaking and obligations pursuant to subsection 8 of the James Bay and Northern Quebec Agreement concerning the financing and construction of remedial measures to minimize all possible and probable damages which could result to

the Native people of northern Quebec or to the animals, birds or fish upon which they depend, from Le Complexe La Grande (1975);

-the nature and extent of monitoring and research programs undertaken by Hydro-Quebec and the James Bay Energy Corporation concerning spills from the Caniapiscou diversion into the Caniapiscou river;

-the reasons for which Hydro-Quebec and the James Bay Energy Corporation maintain a design of the Caniapiscou diversion which prevents regular down-stream flow maintenance at the Caniapiscou diversion so as to minimize the need for spillage;

-an overall analysis of Hydro-Quebec and James Bay Energy Corporation development activities in northern Quebec and the adequacy and effectiveness of current environmental and social impact assessment procedures for that region;

-the examination and establishment of appropriate mechanisms of compensation for any form of environmental and social damage related to the findings of the inquiry.

---

5.5 The member requested a vote to adopt this draft resolution.

Proposed by: Michael Barrett  
Seconded by: Tommy Grey  
In favor: 2  
Opposed: 4  
Absent: 3

The draft resolution was thereby turned down by the Committee.

5.6 A resolution from the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee was tabled, for information purposes (\*25.5.2). This resolution endorses the principle of holding a public inquiry.

5.7 The Committee discussed the various approaches described above to shed light on the causes of the incident. The Committee generally agreed that the approach whereby Makivik and the S.E.B.J. would meet to discuss the incident was insufficient. The committee emphasized the importance of preventing such an incident from reoccurring again in the future. In order to achieve this, it was agreed that a better understanding of the George River herd and a more thorough monitoring of the La Grande Complexe was required. Furthermore, the committee agreed that the general public has a right to know what caused the incident. However, the committee felt that the request for a full public inquiry as proposed by Makivik would not necessarily achieve these goals because too much emphasis is given to political and compensatory considerations.

5.8 After further discussion, the committee agreed on a method to shed light on the causes of the incident in order to determine the appropriate measures that should be taken to prevent a similar incident from happening again in the future. It was agreed to address the following resolution to the Premier, Mr. René Lévesque;

-----RESOLUTION 84-2-----

**WHEREAS** the Kativik Environmental Advisory Committee has the function pursuant to section 175 of the Environment Quality Act (c. Q-2, L.R.Q.) to oversee the application of chapter 23 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and for this purpose may recommend any measure designed to improve the protection of the environment and the social milieu;

**WHEREAS** the Kativik Environmental Advisory Committee, pursuant to section 179 of the Environment Quality Act (c. Q-2, L.R.Q.), must communicate its decisions and recommendations to the governments of Quebec and Canada for their attention, information and appropriate action;

**WHEREAS** at the end of September 1984, there occurred a major environmental disaster in northern Quebec, namely the death of approximately 10,000 migrating caribou on the Caniapiscau river;

**WHEREAS** the Kativik Environmental Advisory Committee views the impacts which this disaster may have on the renewable resources of the region as potentially critical;

**WHEREAS** the Kativik Environmental Advisory Committee is convinced that an impartial study is necessary to shed light on the causes of the incident and to recommend appropriate measures to prevent or minimize the probability of such a disaster from reoccurring;

**IT IS HEREBY RESOLVED THAT** the Kativik Environmental Advisory Committee recommends to the Government of Quebec;

1. to set up a study committee composed of representatives of the ministère de l'Environnement, the ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, the ministère de l'Énergie et des Ressources and the Kativik Regional Government;
2. to entrust this committee with the following mandates:
  - 2.1 to examine the factors which contributed to the massive drowning of the caribous in the Caniapiscau River, among others, the possible effects of the growth of the George River caribou herd, the meteorological and hydrological conditions and the operation of the La Grande 1975 hydro-electric complex;

- 2.2 to review the memorandums on the event which could be submitted by interested parties;
  - 2.3 to formulate recommendations on the measures that should be taken to avoid future occurrences of this kind of event;
  - 2.4 to table before the Government of Quebec a report, by the end of April 1985, in order to permit the implementation of appropriate preventive measures before next fall's migration.
3. to make public the final report of the committee.

MOVED BY: Michael Barrett  
SECONDED BY: Ginnette Lachance  
IN FAVOR: 5  
ABSTENTION: 1  
ABSENT: 3

---

6. **Report of the activities of the Direction régionale du Nouveau-Québec**

- 6.1 The Committee invited Mr. Daniel Berrouard to discuss the activities of the D.R.N.Q. in Northern Quebec. As the members of the Committee were generally aware of the mandates and activities of the D.R.N.Q., Mr. Berrouard briefly presented an overview of the organizational chart of the D.R.N.Q. as well as the service offered in the region.

7. **"Water is a mainstream issue": possible action of the Committee on the inquiry on federal water policy**

- 7.1 The Committee briefly discussed the nature of the inquiry on federal water policy as discussed in document \*25.7.1. Several members expressed their interest in having the committee prepare a presentation at this inquiry. However, as public meetings are scheduled on November 5-9, 1984 it was agreed that any presentation would have to be hastily prepared. The Committee therefore decided not to present a memoire due to lack of time.

8. **Wastewater treatment and disposal north of the 55th: follow up**

- 8.1 The members were informed by Mr. Michael Barrett and Mr. Daniel Berrouard of the status of the wastewater treatment and disposal program for the Kativik region. A field trip to the municipalities by MENVIQ, SQAE and KRG representatives took place in September. It appears that the Quebec Government decided to finance the totality of the

costs of the program. Work will begin next spring to equip eight municipalities with either oxidation ponds or biodiscs. Of the five remaining municipalities not included in next year's program, three (Quaqtaq, Salluit and Aupaluk) have obtained wastewater treatment systems this summer and two (Kuujuuaq and Kuujuaraapik) will be equipped in 1986.

8.2 A decision remains to be made to determine the respective mandates of the KRG and the SQAE with respect to the management of this program. It appears that MENVIQ favors the use of the SQAE in the management of these projects.

9. **NATO army test flights over Northern Quebec: preliminary information and discussion**

9.1 The Committee discussed the NATO army test flights over Labrador and Northern Quebec and its possible social and environmental impacts. It appears that an agreement between NATO and the Department of National Defense was signed to permit low level test flights over Labrador and Northeastern Quebec with the base in Goose Bay Labrador.

9.2 It appears that an initial environmental impact study was produced by the Department of National Defense in 1981, for submission to the Government of Newfoundland. The Newfoundland government then approved the low-level flights on the basis of this study. The Committee was informed of the various complaints voiced by the Inuit of Labrador and the inhabitants of La Romaine relative to the negative impacts these flights have on the fauna and small game of the region.

9.3 Such complaints have apparently prompted the Department of Indian and Northern Affairs to initiate discussions with the Department of National Defense to examine the possibility of undertaking a more thorough evaluation of the impacts of these flights on the region.

9.4 As these flights also occur in Northeastern Quebec (namely in the region of Lac Champdoré and the rivière des Pas) the committee discussed the possibility of submitting these test flights to the federal impact assessment and review procedure applicable to Northern Quebec. After further discussion, the Committee agreed, as a first step, to write to Mr. Ron Westland of the James Bay and Northern Quebec Secretariat to inform him of the federal review process set forth in chapter 23 of the JBNQA and to inquire into the intentions of the federal government with respect to the test flights and this review procedure. It was agreed to send a copy of this letter to Mrs. Claire Kelley, D.I.A.N.D. and Mr. Dorlot of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee. Finally, the Committee decided to obtain more detailed information on these test flights for the next meeting. If necessary, the Committee is prepared to invite officials of the Department of National Defense to a future sitting. It was noted that representatives of this department were willing to meet the KEAC at this sitting.

10. Report of activities of environmental committees for James Bay

10.1 The Chairman circulated document #25.10.1 and briefly outlined the activities of the James Bay Evaluating and Review committees since July 17, 1984. The Chairman outlined the purpose of the exercise to review the Great Whale Complex impact study. He also informed the committee that recommendations were made with respect to modifications to schedules 1, 2 and 3 of chapter 22 of the JBNQA.

11. Report of activities of environmental committees north of the 55th parallel.

11.1 The Secretary circulated document 25.11.1 and briefly outlined the activities of the KEQC since July 17, 1984. In light of the problems encountered by the KEQC with the Federation of Coops as the proponent for fuel depot projects, the Committee agreed to write to the president of the FCNQ to fully inform him of the obligation to follow the requirements of the environmental and social impact assessment and review procedures.

12. Varia

12.1 The Committee briefly discussed the status of the joint monitoring program for the hydrological and water quality of lakes and rivers in Northern Quebec. This program is sponsored jointly by Environment Canada and the MENVIQ. It appears that little monitoring is being done north of the 55th parallel. The federal members of the Committee were requested to obtain further information on this topic for the next sitting.

13. Eventual future activities

13.1 The following possible future activities of the Committee were proposed

- o attendance at the Kativik Environmental Conference
- o possible invitation of various organization to discuss the impacts of the NATO test flights over Northern Quebec
- o presentation on mineral exploration in Northern Quebec

14. Date and place of the next sitting

14.1 The Committee agreed to hold its next sitting in Kuujjuaq on December 10-13, 1984 in order

to participate in the Kativik Environment Conference. It was decided that the next sitting would focus on a follow-up of several issues dealt with by the Committee in the past.

-----